

---

# AVIS D'APPEL D'OFFRES /ALERT/DRC/001/2025

---

## APPEL A LA CONSULTANCE

### Évaluation de l'impact des initiatives de facilitation du petit commerce transfrontalier en faveur de la cohésion sociale dans la région de Grands Lacs d'Afrique

Nom du projet	Mupaka Shamba Letu
Période à Evaluer	Du 1er janvier 2011 au 30 Décembre 2024
Zone d'intervention	République Démocratique du Congo (RDC), République du Rwanda et la République du Burundi
Nombre	UN (Cabinet ou Consultant)
Période de l'Évaluation	Avril jusqu'en Aout 2025

## 1. Contexte et justification

International Alert est une organisation internationale de droit britannique qui travaille dans la consolidation de la paix à travers des organisations locales de la société civile par la recherche, le plaidoyer, le renforcement des capacités, le dialogue inclusif, et la participation politique et citoyenne.

Alert travaille avec les populations directement touchées par des conflits violents afin d'améliorer leurs perspectives de paix. Nous cherchons également à influencer les politiques et les méthodes de travail des gouvernements, des organisations internationales comme l'ONU et des entreprises multinationales afin de réduire le risque de conflit et de renforcer les perspectives de paix.

Alert travaille essentiellement avec des organisations nationales de la société civile et les autres parties prenantes, telles que les institutions démocratiquement élues, en vue du renforcement de leurs capacités, dans une relation réciproque de collaboration saine et ouverte. Alert considère que son rôle est de soutenir la population et les structures de la société dans l'accès à l'information, dans le renforcement des capacités, et renforcement des mécanismes qui peuvent permettre la participation de tous au développement et la consolidation de la paix. Afin d'améliorer leur efficacité, Alert met à la disposition de ses partenaires les moyens techniques et financiers nécessaires.

Ainsi, depuis 2010, International Alert travaille dans des initiatives de facilitation du petit commerce transfrontalier en faveur de la cohésion sociale dans la région de Grands Lacs d'Afrique.

Le petit commerce transfrontalier joue un rôle considérable dans cette région des Grands Lacs où des biens sont échangés entre la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, permettant l'approvisionnement en biens particuliers (surtout produits vivriers) des régions qui ne produisent pas assez pour couvrir leurs besoins.

Ces liens commerciaux transfrontaliers sont une preuve visible de l'interdépendance économique entre les pays de la région et constituent un levier important pour la croissance économique ainsi que pour le rapprochement entre les populations, souvent divisées et méfiantes à l'égard des populations voisines à cause des conflits violents qui ont touché et continuent de toucher cette région.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> International Alert (2012), « Marcher dans l'Obscurité. Le commerce informel transfrontalier dans la région des Grands Lacs », septembre. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/marcher-dans-lobscurite-le-commerce-informel-transfrontalier-dans-la-region-des-grands-lacs/>

International Alert a mis en œuvre les projets, ci-dessous encadrés, dans le cadre de la facilitation du petit commerce transfrontalier en vue de la cohésion sociale.

- « Autonomisation économique des femmes aux Grands Lacs », mis en œuvre de janvier 2011 à juillet 2013 au Burundi, en RDC et en Ouganda, et financé par le Ministère des Affaires Étrangères de la Norvège.
- « Améliorer les conditions de vie des commerçants transfrontaliers dans la région des Grands Lacs », mis en œuvre de mars 2012 à décembre 2013 dans les sites de Goma et Bukavu en RDC avec le Rwanda et financé par la Banque Mondiale.
- « Tushiriki wote - Consolidation de la paix à travers le renforcement économique et la participation des femmes », mis en œuvre d'août 2014 à juillet 2018 sur les sites frontaliers entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, et financé par l'Ambassade de la Suède de Kinshasa.
- « Mupaka Shamba Letu - La frontière notre gagne-pain », mis en œuvre de janvier 2019 à mars 2023 sur les sites frontaliers entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, financé par les Ambassades de la Suède à Kinshasa et à Kigali ainsi que la Direction du développement et de la coopération Suisse
- « Mupaka Shamba Letu - La frontière notre gagne-pain », Phase II, en train d'être mis en œuvre depuis septembre 2023 (et jusqu'à décembre 2027), financé par l'Ambassade de la Suède à Kinshasa et la Direction du développement et de la coopération Suisse.

Dans le cadre de ces projets ci-haut, nous avons mené des importantes recherches en vue d'approfondir nos connaissances sur ce domaine, telles que :

- « Marcher dans l'Obscurité. Le commerce informel transfrontalier dans la région des Grands Lacs »<sup>2</sup>
- « La Traversée. Petit commerce et amélioration des relations transfrontaliers entre Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda) »<sup>3</sup>
- *'Deriving maximum benefit from small-scale cross border trade between DRC and Rwanda'*<sup>4</sup>
- « Cartographie des institutions et des programmes de microfinance dans les villes frontalières de Goma-Gisenyi, Bukavu-Kamembe et Uvira-Gatumba, en RDC, au Rwanda et au Burundi »<sup>5</sup>
- « Traversées : Sur la voie de la paix »<sup>6</sup>
- « *Cartographie des Petites et Moyennes Entreprises dans la Région des Grands Lacs* »<sup>7</sup>
- « *Mupaka Shamba Letu, Curriculum genre – Manuel pratiques des groupes de dialogue sur le genre* »<sup>8</sup>

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> International Alert (2010), « La Traversée. Petit commerce et amélioration des relations transfrontaliers entre Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda) », juin. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/la-traversee/>

<sup>4</sup> International Alert (2015), *'Deriving maximum benefit from small-scale cross border trade between DRC and Rwanda'*, octobre. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/publications/deriving-maximum-benefit-small-scale-cross-border-trade-between-drc-and-rwanda/>

<sup>5</sup> International Alert (2016), « Cartographie des institutions et des programmes de microfinance dans les villes frontalières de Goma-Gisenyi, Bukavu-Kamembe et Uvira-Gatumba, en RDC, au Rwanda et au Burundi », août. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/cartographie-des-institutions-et-des-programmes-de-microfinance/>

<sup>6</sup> International Alert (2015), « Traversées : Sur la voie de la paix ». Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/traversees-sur-la-voie-de-la-paix/>

<sup>7</sup> International, Alert (2022) « Cartographie des Petites et Moyennes Entreprises dans la Région des Grands Lacs », mars. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/cartographie-des-petites-et-moyennes-entreprises-dans-la-region-des-grands-lacs/>

<sup>8</sup> International Alert (2021), « Mupaka Shamba Letu, Curriculum genre – Manuel pratiques des groupes de dialogue sur le genre » juin. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/fr/publications/mupaka-shamba-letu-curriculum-genre/>

Ces projets ont principalement ciblé des femmes petites commerçantes transfrontalières (FPCT, en sigle), leurs époux et familles, des associations et coopératives de FPCT, des institutions de microfinance, des autorités aux frontières et des décideurs au niveau provincial, national et régional. Indirectement, les projets ont aussi ciblé des populations vivantes dans les villes frontalières, les leaders locaux ainsi que les plateformes des autorités municipales (PALPGL) et religieuses (ACEAC) dans les 3 pays.

Tous ces projets ont été mis en œuvre par International Alert en partenariat avec plus d'une trentaine d'organisations de la société civile des pays concernés (*une liste avec toutes les ONG et OSC partenaires est déjà préparée*). Plus récemment, ces partenariats ont aussi inclus des institutions de microfinance, des coopératives des FPCT, des plateformes des associations des commerçants transfrontaliers (P-ACT), des plateformes de plaidoyer, des Plateforme des autorités locales ainsi que le réseau des conférences épiscopales de l'Afrique centrale.

Les zones d'intervention du projet ont été les frontières suivantes, avec un niveau d'activités assez différent parmi eux. Par exemple, la frontière d'Aru-Arua entre la RDC et l'Ouganda était seulement ciblée lors des deux premiers projets.

- Frontière Kavinvira/Uvira (RD Congo) et Gatumba (Burundi)
- Frontière Petite Barrière/Goma (RD Congo) et Rubavu (Rwanda)
- Frontière Grande Barrière/Goma (RD Congo) et Rubavu (Rwanda)
- Frontière Ruzizi1/Bukavu (RD Congo) et Rusizi (Rwanda)
- Frontière Ruzizi2/Bukavu (RD Congo) et Rusizi (Rwanda)
- Frontière Kamanyola (RD Congo) et Bugarama (Rwanda)
- Frontière Ruhwa (Rwanda) et Cibitoke (Burundi)
- Frontière Kanyaru Haut/Mparamirundi (Burundi) et Akanyaru (Rwanda)
- Frontière Gasenyi/Kirundo (Burundi) et Nemba (Rwanda)

Par ailleurs, International Alert a utilisé des approches, méthodologies et activités diverses, telles que :

- La sensibilité au conflit, pour comprendre le contexte des dynamiques des conflits, l'interaction bidirectionnelle entre l'intervention et le contexte et l'impact du contexte sur l'intervention
- Le renforcement économique de femmes petites commerçantes transfrontalières, en incluant :
  - L'alphabétisation des FPCT
  - Les formations et le coaching en entrepreneuriat et en éducation financière des FPCT, ainsi qu'en leadership
  - La structuration des FPCT en associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et la connexion des FPCT aux institutions de microfinance
  - La structuration des FPCT en coopératives
  - La structuration et/ou la redynamisation des plateformes des Associations des Commerçants Transfrontaliers
  - Le financement des Business Plan des coopératives et leur accompagnement
  - Le réseautage des commerçants transfrontaliers au niveau sous-régional
- *Business For Peace* (entreprises pour la paix en français), pour comprendre les rôles positifs et négatifs que les entreprises peuvent jouer dans les situations de conflit pour contribuer à la paix
- Transformation des dynamiques de genre, en incluant groupes de dialogue sur le genre pour des FPCT, groupes de dialogue sur le genre pour des épouses de FPCT et séances de réflexion en couples, pour analyser et transformer des dynamiques de genre

- Formation des autorités frontalières sur la réglementation douanière et transfrontalières, les accords de facilitation du commerce transfrontalier dans la sous-région ainsi que les instruments juridiques qui protègent les droits des femmes
- La Collaboration avec les IMF (Institutions de Micro-Finances) pour développer des produits financiers adaptés aux FPCT et aux jeunes ainsi que l'inclusion financière des FPCT et des jeunes
- Programmes de communication radio et campagnes de sensibilisation sur la paix positive, le genre, la cohésion sociale et le climat des affaires
- Plaidoyer proactif en vue d'influencer les décisions politiques ou les normes et pratiques aux frontières, et de mobiliser des acteurs clés
- Dialogue transfrontalier, pour renforcer la capacité à résoudre pacifiquement les conflits et la capacité à coopérer en transcendant les influences politiques

Après plus de 10 ans de mise en œuvre de projets transfrontaliers dans la région, International Alert veut évaluer l'impact de ces projets, ainsi que la pertinence de ses approches, en relevant des recommandations que la deuxième phase du projet Mupaka Shamba Letu (en cours jusqu'à décembre 2027) pourrait prendre en compte.

## 2. Objectifs de l'évaluation

### 2.1 Objectif général

L'objectif général est d'apprécier les effets à long terme des projets d'International Alert de facilitation du petit commerce transfrontalier sur les bénéficiaires. Il s'agit d'examiner si les projets ont atteint les résultats escomptés et si des conséquences imprévues se sont produites, ainsi que d'examiner dans quelle mesure nos approches et initiatives ont contribué à ces résultats.

### 2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette évaluation sont :

- Brandir la contribution et l'attribution de nos projets aux changements/effets les plus larges et significatifs
- Récolter des évidences pour comprendre la manière dont nos approches, méthodologies et activités ont contribué à ces effets.
- Analyser les forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) de la conception et de la mise en œuvre des projets
- Identifier des potentiels domaines à améliorer qui pourraient être pris en compte par notre projet en cours de facilitation du petit commerce transfrontalier ; et d'autres projets à venir.
- Documenter les effets à long terme, positifs et/ou négatifs, induits par nos projets, qu'ils soient directs ou indirects, attendus ou non.

### 2.3 Questions de l'évaluation

- Quels ont été les principaux objectifs et résultats escomptés des projets ? Étaient-ils clairs et mesurables ?
- Quelles ont été les principales approches et activités des projets ? Ont-elles été mises en œuvre comme prévu ? Quels en ont été les défis ?
- Qui ont été les principales bénéficiaires du projet ? Ont-ils/elles été atteints comme prévu ?
- Quels ont été les principaux indicateurs des projets ? Quelles a été leur évolution depuis le premier projet ? Quelle a été l'évolution des données collectées pour ces indicateurs ?

- Quels sont les effets concrets (changements des perceptions, attitudes et comportements, et changements de pratiques et de politiques), positifs et négatifs, directs ou indirects, attendus ou non, qui se sont produits ? Qui ou quoi a changé ? Quand et où ces changements se sont-ils produits ? L'impact s'est-il maintenu dans le temps ?
- Dans quelle mesure nos approches, méthodologies et activités ont contribué à ces changements ?
- Quels ont été les points forts et les points faibles de la conception et de la mise en œuvre des projets ? Et les opportunités et menaces ? Quelles approches, méthodologies et activités ont été le plus efficaces ?
- Quels enseignements peut-on tirer des projets ? Est-ce qu'il y a de domaines à améliorer ? Comment peuvent-ils être appliqués au projet en cours ?

### 3. Champ d'application, calendrier et durée de l'évaluation

Cette étude sera réalisée dans les frontières, villes et provinces ciblées par les projets et au niveau national en RD Congo, au Rwanda et au Burundi.

L'étude s'intéressera aux retours d'information sur les expériences des petites commerçantes transfrontalières et leurs époux, des membres des communautés transfrontalières, des autorités locales, municipales et nationales, des officiels des services transfrontaliers, des leaders locaux, des institutions de microfinances, des organisations de la société civile et des organisations internationales qui ont également mis en œuvre des initiatives de promotion du commerce transfrontalier dans la région de Grands Lacs dans la même période.<sup>9</sup>

L'étude s'intéressera aussi aux membres de la communauté frontalière n'ayant pas directement été bénéficiaires ou parties prenantes aux initiatives mais susceptibles d'avoir bénéficié indirectement ou observé les changements induits ; et aux bailleurs ayant soutenu ces projets depuis 2010.

L'évaluation sera réalisée entre avril et août 2025. La période exacte d'évaluation (nombre de jours) et le calendrier précis feront l'objet d'une discussion et d'un accord avec l'équipe d'évaluation, mais nous envisageons un calendrier de travail calé sur les phases suivantes :

- Revue documentaire, développement de la méthodologie détaillée et des outils de collecte de données, finalisation du plan de travail et production du rapport de démarrage
- Collecte des données
- Atelier de restitution/validation des résultats
- Analyse des données et rédaction du draft rapport
- Intégration des commentaires et finalisation du rapport après retour d'information
- Diffusion des résultats de l'évaluation

### 4. Méthodologie

La méthodologie détaillée sera proposée par l'équipe d'évaluation et sera révisée et approuvée par International Alert. L'évaluation adopterait une approche beaucoup plus qualitative que quantitative. La dimension de la causalité et de l'attribution des changements est primordiale, elle fait appel à la notion de contrefactuel qui fait recours au groupe de comparaison (groupe de contrôle ou groupe témoin). Une des grandes limites pour cette évaluation est la difficulté d'identifier le groupe de comparaison approprié étant donné que les projets étaient

---

<sup>9</sup> Il faut noter qu'il y a d'autres organisations qui ont également mis en œuvre des initiatives de promotion du commerce transfrontalier dans la région de Grands Lacs dans la même période. C'est le cas de Search For Common Ground, Catholic Relief Services (CRS), Pole Institute, CCF, iPeace ou ProFemmes, OIM, PNUD, Partner Africa, . En plus, il y a des acteurs clés au niveau régional et international, qui interviennent aussi dans les frontières, comme TradeMark Africa (avant TradeMark East Africa), la Banque Mondiale, la Conférence International sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) ou la Howard G. Buffett Foundation.

complexes et ont eu un effet élevé de contamination des éventuels groupes de comparaison. La méthodologie utilisée devra également comparer les résultats atteints sur des frontières qui ont eu toujours d'intervention de nos projets depuis 2011 à aujourd'hui avec celles qui ont eu peu d'intervention (bcp moins d'activités).

***Ainsi, International Alert laissera la latitude à l'équipe d'évaluation de proposer les démarches méthodologiques mixtes et innovantes, qui concilient la rigueur et la flexibilité et qui peuvent s'adapter à l'évolution des contextes et permettre une compréhension plus nuancée de l'impact.***

Cette évaluation inclura les principales étapes suivantes :

- 4.1. Revue documentaire, développement de la méthodologie détaillée et des outils de collecte de données, finalisation du plan de travail et production du rapport de démarrage. La documentation principale des projets sera fournie à l'équipe d'évaluation pour une revue documentaire et inclura pour chaque projet concerné : la proposition du projet, le cadre logique, le budget, le rapport final soumis au bailleur, l'étude de base et les rapports d'évaluation, et tout autre rapport pertinent. Après la revue documentaire, l'équipe d'évaluation préparera la méthodologie détaillée, le plan de travail et les outils de collecte des données. Tout ça sera inclus dans le rapport de démarrage, qui devra être examiné et validé par l'équipe d'International Alert.
- 4.2. Collecte des données. Les travaux sur le terrain seront effectués dans un échantillon des zones d'intervention convenues. International Alert fournira à l'équipe d'évaluation les listes et contacts des différentes partenaires des projets, des bénéficiaires, et des parties prenantes afin que l'équipe d'évaluation puisse faire une sélection.
- 4.3. Atelier de restitution des résultats. À l'issue des travaux de collecte des données sur terrain et avant la soumission du projet de rapport, l'équipe d'évaluation dirigera un atelier de restitution avec les principales parties prenantes afin qu'elles présentent leurs observations initiales.
- 4.4. Analyse des données quantitatifs et qualitatifs et rédaction du draft rapport d'évaluation, répondant pleinement à ces termes de référence
- 4.5. Intégration des commentaires et finalisation du rapport après retour d'information
- 4.6. Diffusion des résultats de l'évaluation. Cette phase sera menée par International Alert, mais l'équipe d'évaluation pourra proposer des idées et recommandations sur la diffusion, et fournira une présentation power point avec un résumé du rapport.

## 5. Livrables

Dans le cadre de cette évaluation, les principaux livrables attendus et les dates limites provisoires (à confirmer par l'équipe d'évaluation) pour les fournir sont les suivants :

1. Rapport de démarrage, en incluant les résultats de la revue documentaire, la méthodologie détaillée, le plan de travail et les outils de collecte des données : 21 mars 2025
2. Facilitation de l'atelier de restitution, pour présenter un aperçu de données collectés aux principales parties prenantes : 2 mai 2025
3. Le draft du rapport de l'évaluation : 23 mai 2025
4. Le rapport final d'évaluation, intégrant les commentaires d'International Alert : 13 juin 2025

Tous les livrables doivent être présentés à International Alert sous forme des drafts. International Alert examinera et réagira au draft de chaque livrable dans les jours convenus dans le plan de travail (au tour d'une

ou deux semaines par livrable). L'équipe d'évaluation modifiera le draft du livrable en fonction de ces commentaires et la version finale du livrable devra les intégrer dans leur totalité.

International Alert sera propriétaire de tous les produits livrables et de toutes les données de l'évaluation, qui pourront être utilisés pour la rédaction de rapports et de matériaux de communication internes comme externes.

Le rapport doit être rédigé en français et en anglais, et le corps principal du rapport d'évaluation, au format Word, doit compter entre 20 et 30 pages (sans annexes) et doit inclure les éléments suivants :

- Table des matières
- Liste des acronymes
- Résumé exécutif
- Introduction et contexte
- Objectifs et questions de l'évaluation
- Méthodologie et limites
- Résultats principaux et analyse, répondant clairement aux questions d'évaluation de ces termes de référence
- Conclusions
- Recommandations (au moins une partie de ces recommandations doit être orienté vers le projet en cours)
- Annexes, en incluant :
  - Liste des documents consultés
  - Calendrier de collecte des données et liste de personnes interviewées
  - Outils de collecte de données de l'évaluation
  - Tableau résumé (ou tableaux) avec la description des différents objectifs et résultats escomptés, les principales approches utilisés et activités menés, et les principales bénéficiaires ciblés de 2010 à 2024
  - Tableau résumé avec l'évolution des différents indicateurs et la progression des données collectés pour ces indicateurs de 2010 à 2024
  - Des éventuelles études de cas ou des témoignages collectés

Une fois validé le rapport, l'équipe d'évaluation devra aussi soumettre une copie du résumé exécutif en anglais.

## 6. Rôles et soutien fournis par International Alert

International Alert jouera le rôle de :

- Recruter et superviser l'équipe d'évaluation, organisant et participants aux réunions de lancement, suivi et clôture de l'évaluation
- Faciliter l'accès à la documentation pertinente des projets, aux parties prenantes et aux bénéficiaires, et apporter l'appui nécessaire à l'équipe d'évaluation pour leur permettre de réaliser leur travail

- Réviser et approuver les livrables

Alert fournira un soutien logistique, incluant l'organisation des voyages au niveau national et régional (et international si nécessaire), et tous les déplacements et hébergements dans les pays concernés par l'évaluation. L'équipe d'évaluation devra fournir son propre ordinateur mais en cas de nécessité International Alert rendra disponible les tablettes.

Alert fournira également tous les documents indispensables à la réalisation de la mission, au moins deux semaines avant le début du travail sur le terrain. Alert communiquera aussi en avance aux parties prenantes à rencontrer et fera des courriels d'introduction quand pertinent.

## 7. Compétences et expériences requises

L'évaluation sera réalisée à l'externe par une équipe d'évaluation, composée idéalement par un/e consultant/e international/e et un/e consultant/e national/e au niveau de chaque pays ciblé. Dans chaque pays, l'équipe pourra avoir aussi une équipe d'enquêteurs et enquêtrices au niveau locale pour la collecte des données quantitatives.

Nous cherchons une équipe d'évaluation externe ayant des compétences et expérience ci-après :

- Master en sciences sociales ou dans un autre domaine pertinent
- Une expérience solide et documentée dans la conduite d'évaluations liées aux projets de gouvernance, de la consolidation de la paix, de renforcement économique de femmes et/ou de la transformation des dynamiques de genre
- Expérience avérée dans la conduite d'au moins deux évaluations d'impact
- Bonne connaissance et compréhension du contexte de la sous-région de Grands Lacs d'Afrique (RDC, Rwanda, Burundi et/ou Ouganda)
- Connaissance des approches de sensibilité au conflit et des approches transformatrices du genre
- Capacité à interagir avec des différentes catégories des parties prenantes, telles que des femmes et des hommes à faible revenu, des autorités au niveau local et national, le secteur privé, ou des organisations de la société civile
- Excellente communication orale et écrite en français et en anglais
- La maîtrise des langues locales telles que le Kiswahili, le Kinyarwanda, le luganda et le Kirundi sera un atout.



## 8. Procédures de sélection

Les équipes d'évaluation intéressées par cet appel d'offres peuvent soumettre à International Alert un dossier contenant :

- Une lettre de motivation
- CVs actualisés des membres de l'équipe d'évaluation proposée
- Deux rapports d'étude/d'évaluation en anglais ou en français produits par les membres de l'équipe (si possible, des évaluations d'impact)
- Un projet de proposition technique pour cette consultance de 10 pages maximum. Elle doit contenir un résumé de l'expérience de l'équipe d'évaluation et la distribution de tâches entre les membres, une brève description de la méthodologie proposée, et un plan de travail provisoire
- Une proposition financière détaillée
- Trois références d'organisations pour lesquelles l'équipe a réalisé des évaluations

Toutes les propositions seront évaluées sur la base des critères suivants :

Critères de sélection	Note
Proposition technique (30)	
Description générale de la méthodologie et pertinence	10
Présentation des outils proposés dans chaque étape de la méthodologie	10
Calendrier de travail cohérent avec la méthodologie, le délai disponible et le budget	10
Proposition financière (20)	
Proposition financière détaillée et adaptée aux limites du budget	20
Équipe d'évaluation (50)	
Master en sciences sociales ou dans un autre domaine pertinent	5
Une expérience solide et documentée dans la conduite d'évaluations liées aux projets de gouvernance, de la consolidation de la paix, de renforcement économique de femmes et/ou de la transformation des dynamiques de genre	15
Expérience avérée de l'équipe d'évaluation dans la conduite des évaluations d'impact	10
Bonne connaissance et compréhension du contexte de la sous-région de Grands Lacs d'Afrique (RDC, Rwanda, Burundi et/ou Ouganda)	10
Connaissance des approches de sensibilité au conflit et des approches transformatrices du genre	5

La maîtrise du français, de l'anglais et des langues locales	5
Total général	100

Les manifestations d'intérêt pour cet appel doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : [drc-procurement@international-alert.org](mailto:drc-procurement@international-alert.org) en mettant à copie [PLwanzo@international-alert.org](mailto:PLwanzo@international-alert.org) et [nzihindula@international-alert.org](mailto:nzihindula@international-alert.org) au plus tard le 21 mars 2025 avec pour objet « Proposition technique et financière de l'évaluation d'impact MSL ».

## 9. Budget

International Alert encourage le cabinet/consultant de soumettre le budget détaillé couvrant toutes les dépenses de l'évaluation entre autres, les honoraires des consultants et équipes de collecteurs des données, le déplacement, hébergement, communication, des équipes, etc.

Soulignons que le/la consultant/e ou le cabinet sera également chargé de recruter les collecteurs des données, de les former et de leur rendre la mobilité (transport). Au cas où il ne peut pas les recruter, Alert pourrait lui rendre disponible sa base des données de collecteurs des données.

Fait à Goma, le 26 février 2025

